

## Terrorisme, extrémisme, radicalisme

- Une partie de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale (15,5 %) est au service du parquet fédéral. Dans ce cadre, 119 424 heures ont été prestées dans la lutte contre le terrorisme.
- Outre la Police Aérienne et la Police des Chemins de Fer, un nombre croissant d'unités, fédérales et locales, forment leur personnel à la détection des comportements suspects aux frontières extérieures, dans le cadre d'événements et dans l'espace public.
- À Bruxelles, le projet BELFI, qui vise à établir un lien entre la fraude et le radicalisme, le terrorisme, le trafic de drogue, les faux documents et les armes, a obtenu d'excellents résultats.

### Dossiers fédéraux

Une partie de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale est mise à la disposition du parquet fédéral (15,5 %). En 2020, 428 982 heures d'enquête ont été prestées pour le compte du parquet fédéral, dont 119 424 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. L'affaiblissement de la menace terroriste observé ces dernières années a conduit à une réorientation de la capacité.

	2018		2019		2020	
Phénomènes	Heures	%	Heures	%	Heures	%
Terrorisme	236 881	60	174 016	45	119 424	28
Non-terrorisme	159 423	40	213 102	55	309 558	72
<b>Total</b>	<b>396 304</b>	<b>100</b>	<b>387 118</b>	<b>100</b>	<b>428 982</b>	<b>100</b>

### Behaviour Detecting Officers

Les Behaviour Detecting Officers (BDO) ont pour tâche de reconnaître tout comportement inhabituel ou déviant sur la base d'une série d'indicateurs. À la suite de la vague d'attentats terroristes survenus en Belgique et dans nos pays voisins, le souhait de voir se développer une formation dédiée à cette technique, laquelle permet notamment de détecter les terroristes (potentiels), s'est fait grandissant.

Fin 2020, 1 957 membres du personnel de la Police Intégrée ont ainsi bénéficié de la formation BDO (avec brevet) ; 137 d'entre eux sont devenus *active trainers*. Au total, 1 213 BDO appartiennent à la Police Fédérale, principalement la Police Aérienne (LPA), la Police des Chemins de Fer (SPC), la Direction de la sécurité publique (DAS) et les corps d'intervention (CIK).

Au niveau de la Police aérienne, plus de 80 % des collaborateurs ont été formés dans ce domaine, notamment parce que cette technique a été intégrée dans la formation "Police aérienne", obligatoire pour la LPA. La formation BDO est également toujours suivie par les membres du personnel qui ont obtenu le brevet "Police aérienne" dans le passé.

Par ailleurs, avant leur entrée à la Direction de la sécurisation (DAB), tous les agents et assistants de sécurisation suivent, lors de leur formation, un entraînement de trois jours consacré à la détection des comportements. Ces agents peuvent exécuter des tâches BDO, sans toutefois être brevetés en la matière. Au 3 décembre 2020, 147 membres de la DAB avaient réussi la formation de base, en ce compris les trois jours de formation BDO.

Enfin, le service Terro de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) met son expertise en matière de BDO à la disposition de la plateforme "Stop au profilage ethnique" pilotée par CG/Intégrité.



Success Story

## La Police Aéronautique met AERIS sur les rails

La Police Aéronautique a lancé le projet AERIS à Brussels Airport. Mot latin désignant l'air, AERIS est l'acronyme de "Acties volgens Excellente politiezorg met Respect voor Informatiegestuurde Samenwerking", que l'on pourrait traduire par "Actions conformes à l'excellence dans la fonction de police, dans le respect de la collaboration guidée par l'information".

De nombreux partenaires sont présents dans un aéroport. Que ce soit côté passagers ou côté fret, tous ont un rôle à jouer dans la sécurité de l'environnement aéroportuaire. La collaboration occupe donc une place essentielle à cet égard. Le projet AERIS a démarré à la suite de problèmes de circulation à l'intérieur et aux abords de la zone de fret de l'aéroport. Même pendant la crise sanitaire, des actions impliquant différents partenaires ont été organisées sur une base régulière, débouchant à chaque fois sur des résultats encourageants. On n'y accorde souvent peu d'attention, mais la zone de fret n'en reste pas moins vulnérable aux phénomènes de criminalité liés à l'aéroport. Lorsque la situation sanitaire le permettra, le projet AERIS passera à la vitesse supérieure, le but étant d'organiser des actions innovantes associant différents partenaires afin de permettre, dans le cadre d'une approche intégrale, une circulation optimale de toutes les informations. Parallèlement aux problèmes en matière de circulation, l'attention sera portée sur le travail judiciaire.

## Projet BELFI : l'approche multidisciplinaire continue de porter ses fruits

La Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Bruxelles a poursuivi ses efforts dans le cadre du plan Canal, dans la lutte tant contre l'extrémisme violent et le terrorisme que contre les phénomènes qui les soutiennent.

Cette approche est principalement basée sur des projets et nécessite l'élaboration d'une "image" approfondie ainsi qu'une approche multidisciplinaire, associant les zones de police bruxelloises et de nombreux partenaires publics et privés.

Le projet BELFI, qui a été développé dans le cadre du plan Canal et est centré sur la fraude commise par des personnes physiques et morales en lien avec le radicalisme, le terrorisme, le trafic de drogue, les faux documents et les armes, a produit des résultats tout à fait satisfaisants, et ce malgré l'annulation de nombreuses actions en raison de la crise sanitaire. En 2020, 142 entités – 26 ASBL et 116 sociétés commerciales – dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles ont été contrôlées lors de 23 opérations.

- Ces contrôles ont conduit à l'interpellation de 31 personnes en séjour illégal.
- Les constatations effectuées concernent notamment des faits de fraude sociale (21), de stupéfiants (6) et de faux documents (5).
- 31 et 7 personnes ont fait respectivement l'objet d'une arrestation administrative ou judiciaire.
- Au total, 36 et 18 sociétés ont été respectivement radiées ou dissoutes.
- Des saisies ont été opérées pour un montant total de 41 315 euros, et 22 900 euros de cautions ont été payés ; le montant total des amendes administratives et pénales infligées s'élève quant à lui à 549 000 euros.

## Screening

### Avis et attestations de sécurité

Le *screening* consiste en une vérification de sécurité dans le but de délivrer un avis ou une attestation de sécurité. Il doit permettre à certaines personnes de se rendre dans des lieux "sensibles" en vue d'y effectuer un travail ou d'y occuper un poste spécifique.

Avis & attestations	2018	2019	2020
Aéroports	20 625	20 068	15 491
Autorité nationale de sécurité (ANS)	13 278	6 569	5 507
Divers	6 200	6 488	3 368
Militaires	5 000	4 993	7 337
Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)	5 822	4 994	4 519
Engagements Police Intégrée	4 845	5 916	3 437
Appui zones de police	1 000	578	295
Distinctions honorifiques	17 368	20 207	13 181
<b>Total</b>	<b>74 138</b>	<b>69 813</b>	<b>53 135</b>

La diminution du nombre de vérifications de sécurité pour l'année 2020 est due à la crise sanitaire. C'est certainement le cas dans le secteur aéroportuaire à cause des restrictions de voyage.

### Habilitations de sécurité

Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale qui, en raison de leur fonction, ont ou doivent avoir accès à des données classifiées ou des locaux, lieux de réunions classifiés, doivent disposer d'une habilitation spécifique. Ces "habilitations de sécurité" ont pour but de protéger des informations sensibles en limitant leur disponibilité.

Depuis 2018, nous constatons que le nombre de vérifications de sécurité (*screenings*) en vue de l'octroi d'une habilitation de sécurité est relativement stable.

Habilitations de sécurité octroyées	2018	2019	2020
Confidentiel	19	10	76
Secret	735	753	713
Très secret	147	195	247
<b>Total</b>	<b>901</b>	<b>958</b>	<b>1 036</b>

80 % des demandes (de renouvellement) d'habilitation sont exprimées en 2020 par des membres de la Police Fédérale.

## Gestion civile internationale des crises

La Police Fédérale a mis un expert antiterrorisme supplémentaire à la disposition du Service européen pour l'action extérieure. En plus des trois policiers belges travaillant déjà auprès des délégations de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUDEL Sarajevo), Libye (EUDEL Tripoli) et en Indonésie (EUDEL Jakarta), un quatrième expert belge a été affecté à la délégation de l'Union européenne au Liban (EUDEL Beyrouth).

En outre, la Police Intégrée a déployé – via la Direction de la coopération policière internationale (CGI) – un total de 10 collaborateurs (neuf d'entre eux appartenant à la Police Fédérale) pour les missions de gestion civile des crises de l'Union européenne au Niger (EUCAP Sahel Niger), au Mali (EUCAP Sahel Mali), en Irak (EUAM Irak), en Ukraine

(EUAM Ukraine) et dans les territoires palestiniens (EUPOL COPPS).

En participant à ces missions, la Belgique entend aider les autorités locales à faire face notamment à la menace terroriste dans ces régions.

Pour la même raison, la Police Intégrée a poursuivi la mise en œuvre de projets de l'Agence belge de développement ENABEL visant à renforcer les services de sécurité au Burkina Faso et au Bénin.